



2002 Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario



***Croissance et prospérité pour
un avenir prometteur***

**L'honorable Janet Ecker
Ministre des Finances**

Pour de plus amples renseignements au sujet de
*Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2002, Allocution
prononcée devant l'Assemblée législative*
s'adresser au :

Ministère des Finances
95, rue Grosvenor, Queen's Park
Édifice Frost Nord, 3^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1Z1
416 325-0333

ou appeler au :
Centre d'information du ministère des Finances (sans frais d'interurbain)
Demandes en français : 1 800 668-5821
Demandes en anglais : 1 800 337-7222
Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du min-
istère à :
<http://www.gov.on.ca/FIN/hmpage.html>

On peut se procurer des exemplaires gratuits du présent document auprès de
:

Publications Ontario
880, rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8
Téléphone : 416 326-5300
Commandes de l'extérieur : 1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) : 1 800 268-7095
Site Web : www.publications.gov.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2002
ISSN 1499-5573

This document is available in English under the title:
2002 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review. Statement to the Legislature

Introduction

Monsieur le Président, je suis heureuse de présenter à l'Assemblée législative et à la population de l'Ontario un compte rendu des finances et de la situation économique de la province.

L'économie de l'Ontario affiche de meilleurs résultats que ce à quoi on s'attendait lors du dépôt du budget en juin.

- Les taux de croissance économique et de création d'emplois sont supérieurs aux taux moyens des pays du G-7 et des États-Unis.
- Le gouvernement prévoit toujours déposer un budget équilibré cette année. Il s'agira du quatrième budget équilibré consécutif.
- Comme nous l'avons promis, nous effectuons les investissements nécessaires dans la santé, l'éducation et l'environnement.

Mais la meilleure nouvelle est la suivante. Depuis le premier Discours du Trône prononcé par notre gouvernement en 1995, l'économie ontarienne a créé un million d'emplois nets, soit plus de 46 pour 100 de tous les emplois créés au Canada au cours des sept dernières années.

Relever le défi

Notre gouvernement a tenu la promesse qu'il a faite de créer davantage de débouchés en Ontario et de ramener la province sur la voie de la prospérité.

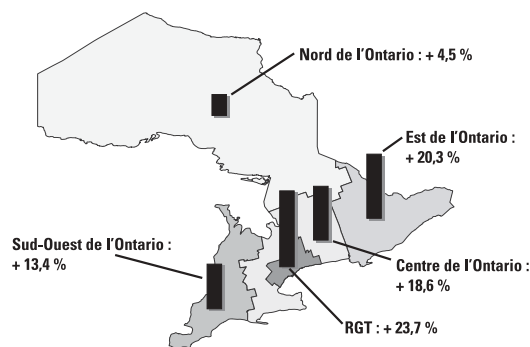
Mais cela n'a pas été facile. Dans le budget que j'ai déposé en juin, je déclarais que nous sortions d'une période de ralentissement économique qui avait eu une incidence négative sur nos recettes.

Je suis heureuse d'annoncer que l'économie de l'Ontario affiche maintenant un rendement supérieur à nos prévisions. Malgré les défis constants que l'on doit relever au sein de l'économie mondiale, les conjoncturistes du secteur privé prévoient à l'heure actuelle que le taux de croissance réelle de l'économie sera de 3,5 pour 100 cette année. Le taux de croissance établi par consensus s'établissait à 3,2 pour 100 en juin.

Les excellents résultats affichés au cours de cette période d'adversité ne sont pas le fruit du hasard.

Au cours de la première moitié des années 1990, le rendement économique de l'Ontario était l'un des plus faibles parmi les pays industrialisés. Des impôts élevés, une réglementation excessive, des déficits énormes et une dette qui montait en flèche ont eu de lourdes conséquences.

Croissance de l'emploi dans les régions depuis septembre 1995



Les données régionales sont des moyennes mobiles sur trois mois et ont été désaisonnalisées.
Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

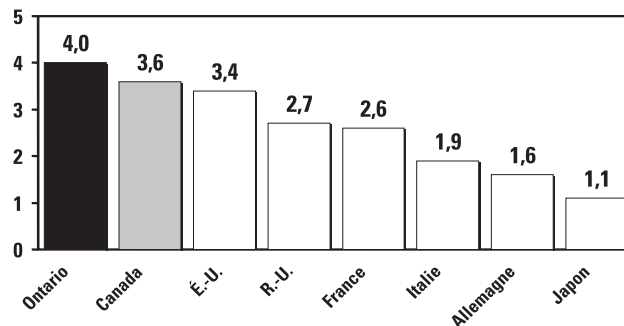
L'Ontario a été bien plus durement touché par la récession du début des années 1990 que ne l'ont été nos partenaires commerciaux. Les entreprises ont fermé en premier les usines qu'elles avaient dans la province. D'autres territoires ont accueilli les nouveaux investissements et emplois. En 1995, le système d'aide sociale était en crise : 1,3 million d'Ontariennes et d'Ontariens n'avaient d'autre choix que d'y recourir.

Monsieur le Président, notre gouvernement a relevé ces défis de front. Nous avons opté pour la prospérité. Depuis 1995, la population de l'Ontario et le gouvernement, dirigé d'abord par Mike Harris et maintenant par Ernie Eves, ont uni leurs efforts en vue de remettre la province sur la bonne voie.

En réduisant les impôts, en équilibrant le budget et en adoptant de saines pratiques de gestion financière, nous avons jeté les assises de la croissance et de la création d'emplois en Ontario. L'Ontario s'est littéralement hissé du dernier au premier rang au chapitre du rendement économique.

Croissance économique : l'Ontario et les pays du G-7

Croissance moyenne du PIB réel, 1996-2001 (en pourcentage)



Sources : Statistique Canada, Organisation de coopération et de développement économiques et ministère des Finances de l'Ontario.

Entre 1985 et 1995, le produit intérieur brut (PIB) réel par habitant s'est accru de 6 pour 100 seulement en Ontario, soit moins du tiers du taux moyen affiché par les pays du G-7 et la moitié seulement du taux moyen enregistré dans les autres provinces. Par contre, le PIB par habitant a augmenté de près de 17 pour 100 depuis 1996, ce qui est nettement supérieur à la moyenne enregistrée dans les pays du G-7 et aux États-Unis.

Comme l'indiquent les *Comptes économiques de l'Ontario* du deuxième trimestre, publiés récemment, le PIB réel continue d'afficher un taux de croissance important, soit un taux annuel de 4,4 pour 100, après avoir enregistré un taux exceptionnellement élevé au cours du premier trimestre.

Remboursement de la dette

Monsieur le Président, nous remboursons la dette provinciale afin de réduire l'hypothèque que nos enfants devront prendre en charge. Le gouvernement provincial a enregistré un excédent de 375 millions de dollars en 2001-2002, soit le troisième excédent consécutif. Cela ne s'était pas vu en près de 100 ans. Depuis qu'il a mis fin aux déficits en 1999, notre gouvernement a réduit de 4,5 milliards de dollars la dette provinciale nette.

Par ailleurs, nous continuons de gérer nos dépenses prudemment. Depuis 1995-1996, les dépenses réelles par habitant affectées aux programmes, en excluant celles engagées dans les soins de santé et l'éducation, ont diminué de près de 30 pour 100. Comme nous avons mis de l'ordre dans les finances de la province, notre cote de solvabilité a été haussée à trois reprises au cours des deux dernières années. De plus, nous sommes de nouveau en mesure d'investir dans les priorités qui ont la plus grande influence sur notre prospérité et sur notre qualité de vie.

Les réductions d'impôt permettent aux Ontariennes et Ontariens laborieux de garder une plus grande part de leur salaire

Grâce à la croissance de l'économie et aux réductions d'impôt, le revenu moyen après impôt et après inflation des familles biparentales est passé de 57 672 \$ en 1995 à 68 707 \$ en 2000, une augmentation de 19 pour 100.

Au cours de cette période, le revenu des familles monoparentales est passé de 26 568 \$ à 35 272 \$, une hausse de 33 pour 100.

Enfin, depuis que notre gouvernement est arrivé au pouvoir en 1995, plus de 613 000 personnes ont quitté les rangs des prestataires d'aide sociale.

Perspectives d'avenir

Monsieur le Président, nous avons réalisé des progrès considérables cette année au chapitre de la croissance et de la création d'emplois. Toutefois, un grand nombre de facteurs de l'économie mondiale demeurent incertains pour 2003. L'Ontario n'est pas à l'abri des influences externes. Les économistes du secteur privé ont revu à la baisse leurs prévisions du taux de croissance réelle pour l'an prochain. Le taux prévu, qui était en moyenne de 4,3 pour 100 en juin dernier, est maintenant de 3,5 pour 100.

La prudence dont font preuve les économistes s'explique par les retombées sur le plan économique d'événements survenus au cours de la dernière année et par diverses incertitudes :

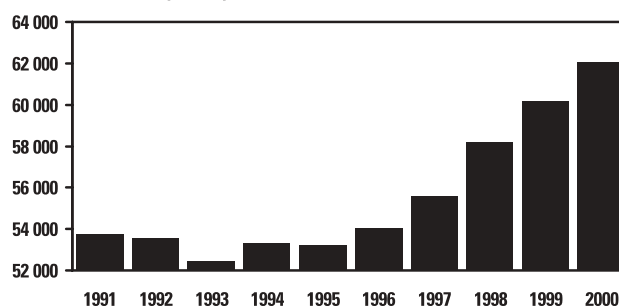
- les marchés boursiers mondiaux sont peu actifs;
- la situation est tendue au Moyen-Orient et les prix du pétrole demeurent instables;
- les perspectives de croissance de l'économie américaine sont incertaines.

Parallèlement, la demande continue de s'accroître pour que l'on prenne des engagements supplémentaires à l'égard des programmes prioritaires.

C'est pour ces raisons que nous devons continuer de suivre nos politiques économiques et financières prudentes. Les excellents résultats affichés par notre gouvernement au chapitre des baisses d'impôt, de la réduction de la taille du gouvernement et de l'équilibre budgétaire ont soutenu la confiance des entreprises et des consommateurs au cours de la dernière année et contribué à la croissance vigoureuse de notre économie.

Le revenu moyen des familles continue d'augmenter en Ontario

Revenu réel moyen après impôt des familles en Ontario en dollars constants de 2000



Source : Statistique Canada, *Tendances du revenu au Canada, 2000*.

Les réductions d'impôt stimulent la compétitivité et la productivité

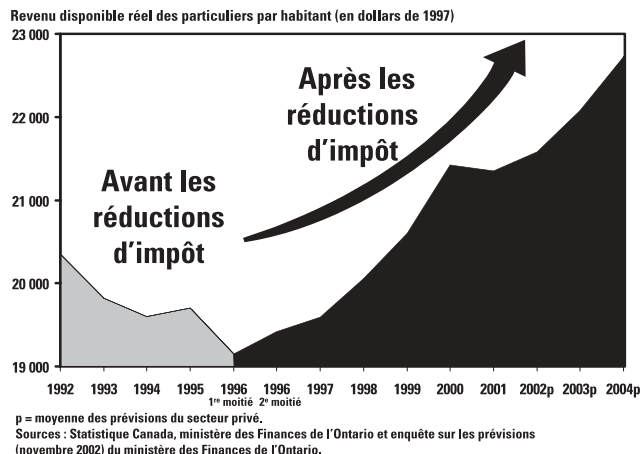
Monsieur le Président, la réduction des impôts est au coeur de notre plan visant à accroître la compétitivité et la productivité de notre économie.

Nous avons réduit de 30 pour 100 le taux ontarien d'imposition du revenu des particuliers entre 1996 et 1998. Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée législative, une réduction supplémentaire de 20 pour 100 de l'impôt sur le revenu des particuliers sera entièrement mise en oeuvre en 2004. Une famille typique de quatre personnes dont les deux parents travaillent et gagnent un revenu net de 60 000 \$ paie 2 005 \$ de moins cette année en impôt ontarien sur le revenu.

Le taux ontarien d'imposition des petites entreprises était de 9,5 pour 100 en 1995, un des taux les plus élevés au pays. Nous ramènerons ce taux à 5,5 pour 100 le 1^{er} janvier et à 4 pour 100 d'ici 2005.

En outre, nous avons réduit le taux général d'imposition des sociétés, qui est passé de 15,5 pour 100 en 1995 à 12,5 pour 100 aujourd'hui. Ce taux passerait à 11 pour 100 en 2004 et à 8 pour 100 en 2006.

Les réductions d'impôt entraînent une hausse du salaire net réel



Les consommateurs bénéficient d'autres réductions d'impôt. Par exemple, la taxe de vente au détail sur les primes d'assurance-automobile est passée de 5 à 2 pour 100. Elle passera à 1 pour 100 en avril prochain et sera éliminée en avril 2004.

Toutes les réductions d'impôt consenties aux entreprises et aux contribuables ontariens jusqu'à maintenant représentent 14 milliards de dollars par année. Les réductions d'impôt continues et à long

terme sont le moteur qui a aidé l'économie à créer plus de un million d'emplois nets depuis 1995.

Nous terminerons notre plan pluriannuel visant à rendre les taux d'imposition plus concurrentiels. Nous annoncerons les autres mesures que nous prendrons à cet égard dans le budget de l'an prochain. Je serai heureuse de participer aux consultations prébudgétaires, qui débiteront sous peu, afin de prendre connaissance des conseils des participants sur un nouveau plan pluriannuel qui fera en sorte que le régime fiscal de l'Ontario continuera de stimuler la prospérité et la croissance économique.

Des soins de santé d'une qualité exceptionnelle

Monsieur le Président, assurer aux Ontariennes et aux Ontariens les meilleurs soins de santé au monde constitue l'une des priorités de notre gouvernement. Cette année seulement, nous nous engageons à augmenter de près de 2 milliards de dollars les crédits affectés aux dépenses de fonctionnement du secteur de la santé. Depuis 1995, les fonds que nous avons investis ont augmenté de 8 milliards de dollars.

Ces investissements portent leurs fruits. La population de la province a maintenant accès à des services accrus de diagnostic, comme des services d'imagerie par résonance magnétique, à de meilleurs soins oncologiques et cardiaques, et à des services de dialyse améliorés. De plus, le nombre d'infirmières et infirmiers praticiens a augmenté. Finalement, 20 000 nouveaux lits de soins de longue durée seront bientôt ouverts.

Monsieur le Président, aucune province ne peut continuer d'accroître indéfiniment ses dépenses en santé sans un soutien accru du gouvernement fédéral. Le rapport de la Commission Romanow, publié récemment, reconnaît ce fait, mais la solution qu'il propose est loin d'être suffisante.

Au fil des ans, la part des dépenses en santé assumée par le gouvernement fédéral est passée de 50 à 14 pour 100. Si les recommandations de M. Romanow étaient mises en oeuvre, la contribution fédérale ne représenterait que 16 pour 100 des dépenses provinciales dans les secteurs sociaux et de la santé l'an prochain et 17 pour 100 dans trois ans. L'augmentation de 15 milliards de dollars des fonds fédéraux qu'il recommande au cours des trois prochaines années est de presque 5 milliards de dollars de moins que le minimum requis par les provinces.

Le financement des soins de santé représente un défi à long terme, qui prend de plus en plus d'importance, en particulier pour les provinces. Le Conference Board du Canada a récemment prédit que les dépenses au titre des soins de santé allaient s'accroître de 5,2 pour 100 en moyenne au cours des vingt prochaines années. Ce taux est nettement supérieur au pourcentage d'augmentation prévue des recettes des gouvernements provinciaux, qui devrait être de 3,4 pour 100 en moyenne. De plus, les excédents du gouvernement fédéral devraient s'accroître rapidement, alors que les provinces continueront d'avoir beaucoup de difficulté à équilibrer leur budget dans un avenir prévisible.

L'Ontario continuera d'équilibrer son budget et de combler les besoins des citoyennes et citoyens de la province dans le domaine des soins de santé. Le gouvernement fédéral doit payer sa juste part de ces programmes essentiels au lieu de tenter de récupérer 1,3 milliard de dollars de la province pour réparer les erreurs qu'il a commises lors du calcul des paiements d'impôt sur le revenu des particuliers versés à l'Ontario entre 1997 et 1999.

L'éducation, la clé de notre avenir

Monsieur le Président, l'excellence du système d'éducation donnera à nos jeunes de meilleures perspectives d'emploi. C'est pourquoi nous avons adopté de nouveaux curriculums plus stimulants, assortis de normes plus élevées, et mis en place un programme exhaustif de tests qui nous permet de déterminer la qualité de l'apprentissage de nos élèves.

Il est important que nous soutenions nos élèves grâce à une formule de financement juste et équitable. Pour veiller à ce que la formule de financement axé sur les besoins des élèves atteigne cet objectif, nous avons demandé au printemps dernier à M. Mordechai Rozanski, le président de l'Université de Guelph, de l'examiner. Son rapport sera publié sous peu. Nous sommes déterminés à donner suite aux recommandations de M. Rozanski dans la mesure où le plan financier du gouvernement pourra être respecté.

Investir dans les priorités

Monsieur le Président, conformément à l'engagement que nous avons pris dans le budget de juin, nous continuons d'investir dans d'autres secteurs prioritaires pour assurer notre prospérité et notre qualité de vie, notamment :

- un environnement sûr et sain;
- l'innovation, afin de rendre l'économie plus compétitive;
- des collectivités saines et en croissance;
- l'infrastructure dans les domaines des transports, des écoles, des hôpitaux, des collèges et des universités.

Conclusion

Monsieur le Président, l'économie de l'Ontario est saine.

Les mesures fondamentales que nous avons prises – diminution et compétitivité accrue des impôts, adoption de budgets équilibrés, investissements dans les secteurs clés et

réduction de la dette – ont ouvert la voie à un redressement économique en Ontario. Elles ont donné lieu à une ère de croissance de l'emploi et de prospérité économique sans précédent dans notre histoire. Notre démarche aide la province à relever les défis que pose une économie mondiale en difficulté.

Toutefois, nous savons tous qu'il faut faire plus. Nous voulons augmenter les possibilités qui s'offrent aux citoyennes et citoyens de la province. Nous voulons que l'économie ontarienne crée encore plus d'emplois.

Lors des consultations prébudgétaires, qui débuteront sous peu, je serai heureuse de

prendre connaissance des conseils des députés de l'Assemblée, ainsi que des commentaires et suggestions d'Ontariennes et d'Ontariens de tous les milieux.

Je vous remercie, monsieur le Président.

Engagement d'équilibrer les budgets

(en milliards de dollars)

